

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/M/23

27 août 1999

(99-3549)

Comité des règles d'origine

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 1^{er} JUILLET 1999

Président: M. A.R. Moroz (Canada)

L'ordre du jour suivant a été adopté par le Comité des règles d'origine (CRO):

	<u>Page</u>
1. Rapport du Comité technique des règles d'origine au Comité des règles d'origine sur les progrès accomplis à sa dix-septième session (G/RO/37).....	1
2. Architecture globale des règles d'origine harmonisées; application des règles principales/résiduelles (G/RO/37/Add.1)	2
3. Poursuite du Programme de travail pour l'harmonisation.....	3
4. Incidences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres Accords de l'OMC (G/RO/W/28/Rev.1, G/RO/W/30-34, 38 & 42).....	5
5. Deuxième rapport au Conseil du commerce des marchandises sur le Programme de travail pour l'harmonisation.....	6
6. Élection du Vice-Président	7
7. Mise en œuvre de l'Accord sur les règles d'origine dans les domaines dépassant le cadre du Programme de travail pour l'harmonisation.....	7
8. Accord entre les États-Unis et les Communautés européennes sur les règles d'origine	7
9. Date de la prochaine réunion.....	8

1. **Rapport du Comité technique des règles d'origine au Comité des règles d'origine sur les progrès accomplis à sa dix-septième session (G/RO/37)**

1.1 M. Claypole, Président du Comité technique des règles d'origine (CTRO), a établi un rapport intérimaire sur les travaux effectués à la dix-septième réunion de ce comité. Le rapport a été distribué aux Membres sous la cote G/RO/37.

1.2 Le représentant de l'Inde a remercié le CTRO d'avoir achevé le programme de travail et envoyé les résultats finaux au Comité des règles d'origine (CRO), et a déclaré que le CRO devrait établir un calendrier concernant l'achèvement du Programme de travail pour l'harmonisation (le "Programme").

1.3 La représentante du Canada a dit que sa délégation n'approuvait pas les règles "2/option 1" du chapitre 61 (G/RO/37/Add.1, page 68) et "2/option 1" du chapitre 62 (G/RO/37/Add.1, page 71) communiquées par le CTRO, et que la version actualisée du texte de négociation intégré devrait tenir compte de ces modifications.

1.4 Le CRO a pris note des déclarations et est convenu de charger le Président d'envoyer une lettre au Président du CTRO pour remercier le CTRO d'avoir présenté les résultats finaux du Programme dans les délais prévus.

2. Architecture globale des règles d'origine harmonisées; application des règles principales/résiduelles (G/RO/37/Add.1)

2.1 Le Président a déclaré que la question de l'application des règles principales/résiduelles concernait la Règle 2 intitulée "Détermination de l'origine" (G/RO/37/Add.1, pages 147 à 150), où les termes "pour autant qu'une" et "dans lequel une" étaient entre crochets.

2.2 Le représentant des Communautés européennes a dit que les termes "pour autant qu'une" ne créeraient pas de problèmes d'application, qui pourraient, par contre, découler des termes "dans lequel une" impliquant l'application des règles principales aux pays en amont. L'article 9:1 b) de l'Accord stipulait que, lorsque plus d'un pays intervenait dans la production d'une marchandise particulière, l'origine de cette marchandise était le pays où la dernière transformation substantielle avait été effectuée. Si, comme le permettaient les termes "dans lequel une", la règle principale était aussi appliquée dans les pays autres que le dernier pays de production, cela signifiait que la dernière transformation effectuée dans ce pays n'était pas substantielle. Toutefois, en pareil cas, la détermination de l'origine ne devait pas être établie en appliquant les règles principales d'un pays antérieur, mais au moyen des règles résiduelles qui permettaient de déterminer le pays où la dernière transformation substantielle était effectuée lorsqu'elle n'avait pas lieu dans le dernier pays de production. Ces règles résiduelles pouvaient être appliquées sur la base des renseignements disponibles dans le cadre habituel des opérations commerciales (classification tarifaire, volume, poids ou valeur et origine des matières constituant les intrants). Si l'on choisissait les termes "dans lequel une" pour la Règle 2 b), des renseignements concernant les processus de production dans les autres pays seraient nécessaires, ce qui obligerait les producteurs à recueillir des informations qui n'étaient pas disponibles au cours des opérations commerciales normales. Les producteurs de matières constituant les intrants ne souhaiteraient peut-être pas toujours divulguer tous les renseignements aux acheteurs. S'agissant de l'alinéa c) i) de la Règle générale 2, l'intervenant s'est déclaré préoccupé par le fait que la portée de cet alinéa n'était pas limitée. Cet alinéa visait à aborder les opérations et procédés minimes ainsi que les situations concernant, par exemple, le désassemblage. Toutefois, le présent texte ne limitait pas la portée des opérations ne conférant pas l'origine.

2.3 Le représentant de l'Inde a indiqué que les termes "pour autant qu'une" signifiaient qu'une règle principale serait immédiatement abandonnée si elle n'était pas respectée dans le dernier pays de production d'une certaine marchandise. On appliquerait alors la règle résiduelle. Toutefois, l'article 3 de l'Accord stipulait qu'il fallait chercher le dernier pays où une transformation substantielle avait été effectuée. De même, selon les termes "dans lequel une", il fallait chercher le dernier pays où la règle principale avait pu être appliquée, pour qu'elle ne soit pas abandonnée à la première occasion. Le fait même que cette règle soit appelée principale signifiait que l'on s'en servait de préférence pour déterminer la transformation substantielle. Les règles résiduelles s'appliquaient seulement au cas où la règle principale n'était respectée dans aucun pays. S'agissant des renseignements exigés pour l'application des règles principales, l'intervenant a dit que si un produit passait d'un pays A à un pays C en traversant un pays B, les documents disponibles dans le pays B pouvaient être utilisés lorsque la marchandise arrivait dans le pays C. Il a également souligné qu'il n'était pas garanti que la règle principale soit respectée dans le dernier pays de production. Dans ce cas, il serait aussi

nécessaire de faire des recherches. Enfin, l'intervenant a proposé de mettre aussi entre crochets les trois derniers mots, "dans ce pays", du texte de l'alinéa b) de la Règle générale 2, car l'Inde préférerait que ces mots soient supprimés.

2.4 Le représentant du Japon a déclaré que les termes "dans lequel une" signifiaient, au cas où une règle principale n'était pas respectée dans le dernier pays de production, que l'importateur du produit final devait communiquer des renseignements sur les processus de production qui avaient eu lieu dans les pays précédents, ce qui était difficile dans le cadre habituel des opérations commerciales. On estimait donc que le choix des termes "dans lequel une" empêchait la facilitation des échanges.

2.5 Le représentant de l'Australie a appuyé les observations présentées par l'Inde et a indiqué que plusieurs questions en cours d'examen avaient déjà été soulevées à la réunion tenue par le CRO en février 1999. Les réponses à ces questions (G/RO/W/41) restaient pertinentes.

2.6 Le représentant des Philippines a dit que les termes "dans lequel une" étaient plus clairs pour les utilisateurs. S'agissant de l'Appendice 2 relatif à l'alinéa c) i) de la Règle 2, il a indiqué que la question des opérations ne conférant pas l'origine était déjà traitée dans le chapitre et dans les règles par produit, et que cet alinéa devait aborder la question de la réexpédition. Une autre question était de savoir si l'Appendice 2 relatif à l'alinéa e) de la Règle 2 devait être placé après l'alinéa b) de la Règle 2, ou avant les alinéas b) ou a) de cette règle. S'agissant de cet appendice, l'intervenant a précisé que les Philippines proposaient de supprimer la phrase "dans le dernier pays de fabrication ou d'ouvroison de la marchandise". La référence aux Philippines indiquée actuellement dans cet appendice n'était pas placée correctement et devait être supprimée. Les Philippines approuvaient, comme l'Inde, la suppression des termes "dans ce pays" dans l'alinéa b) de la Règle 2.

2.7 Le représentant de la Suisse a déclaré que la question concernant les termes "pour autant qu'une" et "dans lequel une" n'était peut-être pas pertinente pour modifier les règles de classification tarifaire lorsqu'il n'y avait pas de changement de position. Si les matières relevant de ces positions étaient utilisées pour produire une marchandise, la règle principale n'était pas respectée dans le pays de production. Dans ce cas, il fallait appliquer immédiatement les règles résiduelles puisqu'il n'était pas question de faire des recherches. L'intervenant a également approuvé les vues du Japon selon lesquelles il serait peut-être difficile dans les pratiques commerciales habituelles, en particulier dans le secteur des machines, d'obtenir des renseignements sur les processus de production concernant un grand nombre de pièces ou de composants, car une grande partie de ces renseignements étaient confidentiels ou inconnus.

2.8 Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de reprendre l'examen de cette question lors de la prochaine réunion.

3. Poursuite du Programme de travail pour l'harmonisation

3.1 Le Président a rappelé qu'il avait été convenu en juillet 1998 (G/RO/25, paragraphe 4) que le Comité examinerait en juin 1999 l'état d'avancement du Programme de travail pour l'harmonisation et ferait une recommandation concernant un délai pour l'achèvement de ce programme.

3.2 Le représentant de l'Inde a proposé que, pour permettre au CRO d'achever ses travaux relatifs à l'harmonisation des règles d'origine, celui-ci se réunisse du 19 au 23 juillet 1999 afin d'examiner l'architecture globale, comme il avait été demandé sur la base des discussions du Comité à ses réunions des 28 juin et 1^{er} juillet 1999, et les questions non résolues concernant les règles par produit qui avaient été communiquées au CRO par le CTRO dans les chapitres 25 à 27, 41 à 49, 64 à 67, 71, 91 et 92, et que le calendrier des réunions et l'ordre du jour pour les mois de septembre et octobre 1999 soient déterminés à la réunion de juillet, en fonction des progrès accomplis. L'examen d'un délai concernant l'achèvement du Programme au sein du CRO serait donc reporté à la fin de la

réunion du CRO qui se tiendrait en octobre 1999, lorsque les Membres seraient mieux à même d'évaluer les travaux restant à effectuer.

3.3 Les représentants du Chili, du Pakistan, des Philippines et de la Thaïlande ont souscrit à la proposition de l'Inde.

3.4 Les représentants du Canada, des Communautés européennes et des États-Unis ont dit qu'ils étaient aussi intéressés par la poursuite du Programme et qu'il ne fallait pas perdre un temps précieux pour l'achèvement de ce programme en différant l'examen d'un délai, étant donné qu'il était peu probable que l'on parvienne à une recommandation en la matière en octobre 1999.

3.5 Le représentant de la Hongrie a déclaré qu'il apparaissait clairement que le CRO ne pourrait pas tenir le délai de novembre 1999 qu'il devait, selon le mandat actuel, s'efforcer de respecter, et qu'il faudrait éviter, à la réunion d'octobre 1999, d'avoir une longue discussion procédurale sur la formulation d'une recommandation concernant un délai. C'est pourquoi l'intervenant a proposé que le CRO recommande maintenant le délai de juillet 2000 pour l'achèvement des travaux en suspens.

3.6 La représentante de l'Inde avait déploré que certains Membres, qui étaient d'importants partenaires commerciaux de Membres comme l'Inde, s'opposent même à l'examen des questions non résolues en matière de règles par produit et mettent des conditions à la poursuite du Programme que le CRO avait déjà approuvée l'année précédente. On ne pouvait certainement pas en conclure que ces Membres étaient aussi intéressés par la poursuite du Programme que l'Inde et d'autres intervenants avant elle. L'Inde et certains autres Membres ont montré leur ferme volonté de déployer davantage d'efforts pour achever le Programme de travail pour l'harmonisation selon le programme convenu en juillet dernier. En outre, comme le rapport du CTRO avait été reçu conformément à ce programme, juste avant la présente réunion, il était important de l'examiner pour que les Membres puissent évaluer en connaissance de cause le volume de travail qui incombait encore au CRO afin d'achever le Programme. À présent, il n'était pas possible d'estimer l'ampleur des travaux que le CRO devait encore effectuer. Le CRO serait mieux en mesure, en octobre 1999, de prendre une décision éclairée en la matière. L'Inde ne pouvait pas souscrire à l'idée selon laquelle on perdrait un temps précieux en différant l'examen d'un délai. L'intervenante s'est demandé s'il était judicieux de passer du temps à examiner un délai lors de la présente réunion alors que, de manière évidente, certains Membres n'estimaient pas très probable que l'on parvienne à établir une recommandation en octobre 1999, lorsque les Membres seraient mieux informés. Elle a aussi déclaré que, pour ces raisons, il était trop tôt pour examiner la proposition de la Hongrie concernant le report du délai de novembre 1999 à juillet 2000. Non seulement cette proposition avait été reçue à la présente réunion, mais ses composantes spécifiques n'étaient pas clairement mentionnées, en particulier la question de savoir si la proposition comportait un délai ferme pour achever le Programme au mois de juillet 2000 ou une prorogation du délai existant dans la mesure du possible.

3.7 Au cours des débats, un consensus s'est dégagé sur un certain nombre d'éléments:

- tous les Membres ont souligné l'importance de la poursuite et de l'achèvement du Programme de travail pour l'harmonisation;
- tous les Membres sont convenus que le CRO avait encore un travail substantiel à accomplir pour achever le Programme;
- tous les Membres souhaitent poursuivre aussi rapidement que possible les travaux de fond sur toutes les questions en suspens, y compris l'architecture globale et les règles par produit;

- tous les Membres souhaitaient poursuivre les travaux de fond sur la question des incidences de la mise en œuvre des règles d'origine non préférentielles harmonisées sur les autres Accords de l'OMC;
- tous les Membres ont souligné qu'il était important d'établir rapidement des règles d'origine non préférentielles harmonisées pour faciliter les échanges.

3.8 Le CRO n'a pas pu parvenir à un accord sur la proposition de recommandation concernant un délai pour l'achèvement du Programme. Il est convenu de tenir des réunions informelles et formelles du 12 au 23 juillet 1999, afin d'examiner les questions portant sur l'architecture globale et les questions non résolues en matière de règles par produit, pour que les Membres intéressés étudient les chapitres, comme les chapitres 25 à 27, 44 à 49 et 71, lors de réunions plurilatérales.

4. Incidences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres Accords de l'OMC (G/RO/W/28/Rev.1, G/RO/W/30-34, 38 & 42)

4.1 Le Président a rappelé que cinq communications étaient à l'examen, qui avaient été présentées par l'Inde (G/RO/W/28/Rev.1, G/RO/W/30 & 42), par les États-Unis (G/RO/W/32), par la République dominicaine et le Honduras (G/RO/W/33), par El Salvador (G/RO/W/34) et par la Corée (G/RO/W/38).

4.2 Le représentant des États-Unis a dit qu'il avait trois questions à propos de la communication de l'Inde (G/RO/W/42), qui pourraient aider sa capitale à poursuivre l'examen en la matière. La première question concernait un principe selon lequel, comme il était suggéré dans les conclusions du document G/RO/W/42 (page 6), "les règles d'origine doivent être élaborées de manière à ne pas engendrer d'effets négatifs". L'intervenant s'est demandé ce que l'on entendait par "effets négatifs"; on pouvait définir le terme "négatifs" comme une règle d'origine rigoureuse; une règle d'origine moins rigoureuse; ce terme pouvait s'entendre du point de vue du pays de production final; être défini de manière différente par l'avant-dernier pays de production; ou il pouvait s'agir simplement des effets négatifs dans le cadre d'un accord donné. La deuxième question, qui était liée à la première, concernait la manière dont l'examen d'un tel principe se rapportait au principe de la transformation substantielle qui régissait l'Accord. La troisième question concernait la section ayant trait aux incidences pour les procédures antidumping. L'Inde semblait suggérer que si, malgré la note de bas de page 1 relative à l'Accord sur les règles d'origine, l'expression "produit similaire" était définie de manière différente aux fins des procédures antidumping que dans le cas des règles d'origine harmonisées, cela serait contraire au principe consistant à appliquer les règles harmonisées à tous les instruments de politique commerciale. L'intervenant a demandé des éclaircissements quant à la question de savoir s'il s'agissait d'une proposition visant à interpréter la note de bas de page de manière différente.

4.3 Le représentant de l'Inde a demandé au représentant des États-Unis de soumettre les questions par écrit. À titre d'observation préliminaire au sujet des effets négatifs, l'intervenant a indiqué que toutes les propositions présentées au sujet des produits textiles semblaient avoir des effets très restrictifs sur le commerce, car les opérations de transformation dans le secteur textile étaient très décentralisées et effectuées dans de nombreux pays. Il a également dit que la dernière communication de l'Inde (G/RO/W/42) contenait tous les points que son pays souhaitait soulever.

4.4 Le représentant des Communautés européennes a dit partager l'opinion de l'Inde selon laquelle, comme il était indiqué dans le "Résumé" du document G/RO/W/42 (page 4), si une dernière opération de transformation avait lieu dans un pays, la détermination de l'origine devait être axée exclusivement sur la situation de ce pays ou, en d'autres termes, ne devait pas dépasser le cadre de cette opération de transformation. Sur la base de cette observation, l'intervenant a demandé pourquoi l'Inde estimait, dans le contexte de l'architecture globale, que si un certain processus ne satisfaisait pas

à une règle principale applicable à une certaine marchandise, la détermination de l'origine ne devait pas avoir lieu dans ce pays mais dans un autre pays.

4.5 Le représentant de l'Inde a déclaré que les deux points de vue présentés par son pays n'étaient pas contradictoires. S'agissant des produits textiles, l'Inde proposait que tous les processus importants soient reconnus comme conférant l'origine. Par conséquent, si un processus de production avait été effectué dans un pays et satisfaisait à la règle principale, la détermination de l'origine aurait lieu dans ce pays.

4.6 Le représentant des Communautés européennes a aussi déclaré que, conformément à l'article 9:1 de l'Accord sur les règles d'origine, les règles d'origine harmonisées devaient être neutres, prévisibles et transparentes, et basées sur la dernière transformation substantielle. Le Programme de travail pour l'harmonisation devait donc être un exercice neutre et technique, basé sur la dernière transformation substantielle, et ne devait pas être influencé par d'autres Accords. Les articles 1:2 et 3 a) de l'Accord sur les règles d'origine énonçaient clairement le champ d'application des règles d'origine harmonisées.

4.7 Le représentant du Canada a dit que de nombreux pays appliquaient à présent des règles d'origine différentes, et il a demandé comment les règles d'origine pourraient être harmonisées sans que le statu quo soit modifié.

4.8 Le représentant de l'Inde a demandé au représentant du Canada de soumettre sa question par écrit, et il a déclaré que les règles d'origine harmonisées ne devaient pas créer en soi des restrictions ou des effets de distorsion ou de désorganisation du commerce international ni affecter les droits et obligations établis dans le cadre des Accords de l'OMC en vigueur.

4.9 Le représentant des Philippines a proposé que le CRO traite cette question dans le cadre de chaque Accord. Les représentants de l'Australie, de l'Égypte et de l'Inde ont appuyé cette proposition.

4.10 Le représentant de l'Égypte a indiqué que le Secrétariat pouvait fournir aux Membres des renseignements sur la manière dont les droits et obligations établis dans le cadre des Accords de l'OMC pouvaient être affectés par le Programme de travail pour l'harmonisation.

4.11 Le Président a dit que le Secrétariat avait déjà communiqué des renseignements factuels concernant cette question (G/RO/W/31). Toutefois, le Secrétariat consulterait les autres divisions afin de déterminer si d'autres contributions de nature factuelle pouvaient être fournies.

4.12 Le représentant du Mexique a déclaré que les travaux du CRO relatifs à cette question ne visaient pas à examiner les autres Accords de l'OMC en tant que tels, mais à étudier les incidences résultant, pour ces accords, des propositions présentées dans le cadre du Programme.

4.13 Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de reprendre l'examen de cette question lors d'une future réunion.

5. Deuxième rapport au Conseil du commerce des marchandises sur le Programme de travail pour l'harmonisation

5.1 Le Président a rappelé que le CRO était convenu, à sa réunion du 6 juillet 1998, d'examiner en juin 1999 l'état d'avancement du Programme de travail pour l'harmonisation et de présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises (G/RO/25, paragraphe 4). Le Comité était maintenant saisi d'un projet de rapport.

5.2 Le représentant de Hong Kong, Chine a dit qu'il lui fallait un délai supplémentaire pour étudier le projet de rapport. Le CRO a adopté son rapport au Conseil du commerce des marchandises (G/RO/38) sur une base *ad referendum*. Hong Kong, Chine s'est associée plus tard au consensus.

6. Élection du Vice-Président

6.1 Le CRO a élu M. S.I.M. Nayyar (Pakistan) Vice-Président du CRO pour 1999.

7. Mise en œuvre de l'Accord sur les règles d'origine dans les domaines dépassant le cadre du Programme de travail pour l'harmonisation

7.1 Le représentant des États-Unis a indiqué que, pendant les jours précédents, le CRO avait accordé une grande attention au Programme de travail pour l'harmonisation. Il ne faisait aucun doute que ces travaux représentaient un grand enjeu pour tous les Membres, qui considéraient leur achèvement très important. Comme d'autres pays, les États-Unis s'étaient engagés à ne ménager aucun effort pour achever le Programme. Pendant les discussions informelles des jours précédents, on avait néanmoins observé que les Membres confondaient parfois, par inadvertance, le Programme et l'Accord. Il s'agissait sans aucun doute d'une simple erreur, mais cela permettait de souligner pourquoi certaines préoccupations avaient été soulevées auparavant au CRO à propos de l'importance de l'Accord, qui faisait bien plus que demander simplement au CRO de chercher à harmoniser les règles d'origine non préférentielles. Le CRO avait entrepris récemment une enquête portant sur la mise en œuvre et le fonctionnement de certaines dispositions importantes énoncées dans l'Accord, qui permettaient au secteur privé d'obtenir, avant même que les échanges aient été effectués, des appréciations ayant force obligatoire sur la manière dont l'origine serait déterminée. Ces dispositions étaient applicables à tous les régimes actuels en matière de règles d'origine, préférentiels et non préférentiels, et visaient à apporter un haut degré de prévisibilité et de transparence. Toutefois, en étudiant simplement le petit nombre de réponses à l'enquête qui avaient été reçues jusqu'à présent, il apparaissait que ces dispositions importantes de l'Accord sur les règles d'origine, comme l'article 2 h), ne fonctionnaient pas comme prévu et n'apportaient pas au secteur privé ce dont il avait besoin pour procéder plus efficacement à des opérations commerciales. L'intervenant a demandé instamment au Comité de continuer d'accorder à cette question l'attention nécessaire pour faire en sorte que toutes les parties de l'Accord soient mises en œuvre de manière compatible avec ses objectifs.

7.2 Le CRO a pris note des déclarations.

8. Accord entre les États-Unis et les Communautés européennes sur les règles d'origine

8.1 Le représentant du Pakistan a déclaré que son pays, ainsi que d'autres Membres, avaient choisi d'être tierce partie dans les consultations tenues entre les États-Unis et les Communautés européennes sur la question concernant ce que certains Membres appelaient des changements arbitraires effectués par les États-Unis dans les règles d'origine. Le Pakistan avait participé à l'une des consultations menées en janvier 1999. L'intervenant n'avait pas entendu parler de cette question depuis lors. Il avait appris que les États-Unis et les Communautés européennes étaient parvenus à un accord. Comme cet accord signalé aurait des conséquences pour certains autres Membres, l'intervenant a demandé aux États-Unis ou aux Communautés européennes de communiquer à ces Membres les détails de l'Accord ou de leur fournir une copie de cet accord. Il a dit que les États-Unis et les Communautés européennes étaient obligés de notifier leur accord aux Membres à des fins de transparence. Les Membres devaient savoir si un tel accord affecterait leurs droits et obligations.

8.2 La représentante de l'Inde a déclaré que son pays avait aussi été tierce partie dans les consultations tenues le 15 janvier 1999. Elle a remercié le Pakistan de donner ainsi l'occasion d'appuyer la demande de renseignements présentée par ce dernier à propos de l'accord signalé qui avait été conclu par les États-Unis et les Communautés européennes sur ce sujet, et a également

demandé instamment aux deux pays de notifier leur accord à l'ORD conformément aux pratiques normales.

8.3 Le représentant de la Suisse a dit que son pays était aussi tierce partie dans les consultations, et il a appuyé entièrement les déclarations du Pakistan et de l'Inde.

8.4 Le représentant de Hong Kong, Chine a soutenu la demande du Pakistan à des fins de transparence.

8.5 Le CRO a pris note des déclarations.

9. Date de la prochaine réunion

9.1 Le CRO est convenu de ce qui suit:

"Le CRO tiendra des réunions informelles les 12, 13 et 15 juillet 1999, à 10 heures respectivement, pour examiner la "structure architecturale globale des règles d'origine harmonisées" (G/RO/37/Add.1, pages 138 à 165);

Les Membres intéressés peuvent choisir les dates des 14, 16, 19 et 22 juillet 1999 pour tenir des réunions bilatérales et des réunions plurilatérales ouvertes à tous, afin d'examiner les règles par produit et les autres questions liées au Programme de travail pour l'harmonisation. Deux Membres ont déjà signalé leur intention de tenir des réunions plurilatérales ouvertes à tous au sujet des règles par produit suivantes (G/RO/39): chapitres 25 à 27 (produits minéraux), chapitres 44 à 49 (bois et papier) et chapitre 71 (pierres gemmes et métaux précieux). Les Membres organisant des réunions plurilatérales doivent en informer le Secrétariat le plus tôt possible; et

Le CRO tiendra une réunion formelle le 23 juillet 1999 à 11 heures, afin de résumer les résultats des réunions informelles susmentionnées."
